PROCÈS-VERBAL de la séance régulière du conseil de Saint-Mathieu-de-Beloil tenue par voie de visioconférence, le **lundi 14 décembre 2020** à compter de **20 h**.

À laquelle sont présents :

Monsieur Normand Teasdale, maire
Madame Diane Demers, conseillère, district No. 1
Monsieur Sylvain Lavallée, conseiller, district No. 2
Monsieur Réal Jean, conseiller, district No. 3
Madame Mona S. Morin, conseillère, district No. 4
Monsieur Simon Chalifoux, conseiller, district No. 6

Formant le quorum requis par la Loi sous la présidence du maire, monsieur Normand Teasdale.

Est également présente :

Madame Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Est absent :

Monsieur Stéphan Labrie, conseiller, district No. 5

ORDRE DU JOUR

1. **CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE**
2. **ORDRE DU JOUR**
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour
3. **ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
 - 3.1 Séance régulière du 2 novembre 2020
4. **CORRESPONDANCE ET INFORMATION**
 - 4.1 Information de M. le maire (s'il y a lieu)
 - 4.2 Déclaration de don, hospitalité ou autre avantage - Code d'éthique et de déontologie des élus
 - 4.3 Dépôt de la liste de correspondance du mois de novembre 2020
5. **AVIS DE MOTION**
 - 5.1 Avis de motion - Règlement No. 20.09 décrétant un emprunt de 63 620 \$ pour pourvoir aux frais de refinancement des règlements d'emprunt Nos. 13,04, 13.04--P.I.Q.M. et 13.05
6. **RÈGLEMENTS**
 - 6.1 Adoption du règlement No. 21.01 décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2021
 - 6.2 Adoption du règlement No. 21.02 décrétant les différents tarifs pour l'exercice financier 2021
7. **RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS**
 - 7.1 Dépôts - Comptes-rendus et procès-verbaux des réunions, commissions et comités

8. ADMINISTRATION

- 8.1 Déclarations d'intérêts pécuniaires des élus
- 8.2 Municipalité alliée contre la violence conjugale

9. FINANCES

- 9.1 Acceptation du registre des chèques du mois de novembre 2020, des prélèvements automatiques et du compte-salaire
- 9.2 Acceptation du bordereau des comptes payables du mois de novembre 2020
- 9.3 Résolution globale pour dons et représentations auprès d'organismes
- 9.4 Adoption de la quote-part 2021 - MRC de La Vallée-du-Richelieu
- 9.5 Adoption du budget et de la quote-part 2021 - Régie de l'AIBR
- 9.6 Soutien financier - Maison Victor-Gadbois
- 9.7 Partage final des immobilisations transférées lors de la constitution de la Régie - Régie intermunicipale de sécurité de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu
- 9.8 PG Solutions - Achat du portail citoyen Voilà

10. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 10.1 Projet de loi 67 - Gestion des zones inondables

11. TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS

- 11.1 Contrat de fourniture de luminaires de rues au DEL avec services connexes
- 11.2 Décompte progressif No. 7 - Eurovia Québec Construction - Travaux de réfection de la rue de l'Aéroport
- 11.3 Autorisation Corporation d'aéroport SMB - Changement du nom de l'aéroport Saint-Mathieu-de-Beloeil

12. HYGIÈNE

- 12.1 Renouvellement de contrat – Groupe Environnex (Laboratoire d'analyses S.M.)

13. PERMIS ET INSPECTION

- 13.1 Calendrier 2021 des réunions du CCU
- 13.2 Demande de modification au schéma d'aménagement de la MRCVR - Normes applicables aux panneaux-réclame

14. LOISIRS ET CULTURE

15. PÉRIODE DE QUESTIONS

16. CLÔTURE DE LA SÉANCE

2020-12-005

1 - CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

ATTENDU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours et ses renouvellements qui prolongent cet état d'urgence jusqu'au 18 décembre 2020;

ATTENDU l'arrêté 2020-074 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui demande au Conseil de siéger à huis clos à l'aide d'un moyen permettant à tous les membres de communiquer immédiatement entre eux et qui demande que cette séance soit publicisée;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du Conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du Conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par visioconférence;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le Conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du Conseil et les officiers municipaux puissent y participer par visioconférence.

Que la présente séance soit ouverte à 20 h 16.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2 - ORDRE DU JOUR

2020-12-006

2.1 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Diane Demers

APPUYÉE DE : Monsieur Sylvain Lavallée

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

2020-12-007

3.1 - SÉANCE RÉGULIÈRE DU 2 NOVEMBRE 2020

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Sylvain Lavallée

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le procès-verbal de la séance régulière du 2 novembre 2020 soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

4 - CORRESPONDANCE ET INFORMATION

4.1 - INFORMATION DE M. LE MAIRE (S'IL Y A LIEU)

M. le maire informe les citoyens sur les sujets d'actualités suivants :

- Administration des premiers vaccins contre la Covid-19
- Appui à la campagne Municipalité alliée contre la violence conjugale

4.2 - DÉCLARATION DE DON, HOSPITALITÉ OU AUTRE AVANTAGE - CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS

Aucune déclaration à déposer par les membres du Conseil municipal relativement à un don, de l'hospitalité ou un autre avantage reçu au cours de l'année 2020.

4.3 - DÉPÔT DE LA LISTE DE CORRESPONDANCE DU MOIS DE NOVEMBRE 2020

Dépôt de la liste de la correspondance du mois de novembre 2020. Le Conseil prend acte.

- Lettre datée du 26 novembre 2020
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)
Aide financière dans le cadre du volet 2 du Programme d'infrastructures municipales d'eau

5 - AVIS DE MOTION

5.1 - AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT NO. 20.09 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 63 620 \$ POUR POURVOIR AUX FRAIS DE REFINANCEMENT DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT NOS. 13.04, 13.04--P.I.Q.M. ET 13.05

Avis de motion est par la présente donné par monsieur le conseiller Réal Jean à l'effet que sera présenté à une séance subséquente, pour adoption, le règlement No. 20.09 prévoyant à l'appropriation d'une somme de 63 620 \$, pour emprunt, pour couvrir les frais de refinancement des règlements d'emprunt Nos. 13.04, 13-04-P.I.Q.M. et 13.05 de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Conformément aux dispositions de l'article 445 du *Code municipal du Québec*, un projet de règlement est déposé et une copie est remise à chacun des membres du Conseil.

6 - RÈGLEMENTS

2020-12-008

6.1 - ADOPTION DU RÈGLEMENT NO. 21.01 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAXES ET COMPENSATIONS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021

ATTENDU Que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir reçu copie et avoir lu, au moins 72 heures avant la présente séance, le règlement No. 21.01 ;

ATTENDU Qu'un avis de motion a été donné le 2 novembre 2020 ;

ATTENDU Qu'un projet de règlement a été déposé le 2 novembre 2020;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée

APPUYÉ DE : Madame Diane Demers

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le règlement No. 21.01 décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2021 soit adopté tel que rédigé.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-009

6.2 - ADOPTION DU RÈGLEMENT NO. 21.02 DÉCRÉTANT LES DIFFÉRENTS TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021

ATTENDU Que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir reçu copie et avoir lu, au moins 72 heures avant la présente séance, le règlement No. 21.02 ;

ATTENDU Qu'un avis de motion a été donné le 2 novembre 2020 ;

ATTENDU Qu'un projet de règlement a été déposé le 2 novembre 2020;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Sylvain Lavallée

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le règlement No. 21.02 décrétant les différents tarifs pour l'exercice financier 2021 soit adopté tel que rédigé.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

7 - RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS

7.1 - DÉPÔTS - COMPTES-RENDUS ET PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS, COMMISSIONS ET COMITÉS

Les documents suivants sont déposés au Conseil :

- Régie intermunicipale de l'Aqueduc du Bas-Richelieu (AIBR)
Procès-verbaux des séances du Conseil d'administration du 14 octobre et du 11 novembre 2020
- Régie intermunicipale des service animaliers de la Vallée-du-Richelieu (RISAVR)
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 octobre 2020
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 28 octobre 2020
- Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR)
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 8 octobre 2020
- Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu (MRCVR)
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration 15 octobre 2020
- Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu (MRCVR)
Comptes-rendus des rencontres du comité consultatif agricole (CCA) du 30 septembre et du 29 octobre 2020

8 - ADMINISTRATION

8.1 - DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES DES ÉLUS

Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des élus. Le Conseil prend acte.

2020-12-010

8.2 - MUNICIPALITÉ ALLIÉE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE

ATTENDU Que la Charte des droits et libertés de la personne reconnaît que tout être humain a droit à la vie ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne (article 1);

ATTENDU Que c'est dans la sphère privée que ce droit est le plus menacé pour les femmes et, qu'en 2014, les services de police du Québec ont enregistré 18 746 cas d'infractions contre la personne en contexte conjugal;

ATTENDU Que le Québec s'est doté depuis 1995 d'une politique d'intervention en matière de violence conjugale;

ATTENDU Qu'il existe un large consensus en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes;

ATTENDU Que malgré les efforts faits, la violence conjugale existe toujours et constitue un frein à l'atteinte de cette égalité;

ATTENDU Que lors des 12 jours d'action pour l'élimination de la violence faite aux femmes du 25 novembre au 6 décembre, des actions ont lieu à travers le Québec;

ATTENDU Que comme gouvernement de proximité, il y a lieu d'appuyer les efforts du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale et de ses maisons membres pour sensibiliser les citoyennes et les citoyens contre la violence conjugale;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De proclamer la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil municipalité alliée contre la violence conjugale.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

9 - FINANCES

2020-12-011

9.1 - ACCEPTATION DU REGISTRE DES CHÈQUES DU MOIS DE NOVEMBRE 2020, DES PRÉLÈVEMENTS AUTOMATIQUES ET DU COMPTE-SALAIRE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Diane Demers

APPUYÉE DE : Monsieur Sylvain Lavallée

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter le bordereau des chèques portant les numéros 9439 à 9508 inclusivement, pour un montant de 389 573,89 \$, les prélèvements automatiques au montant de 11 960,89 \$ et le compte-salaires au montant de 87 328,08 \$.

ADOPTÉE

2020-12-012

9.2 - ACCEPTATION DU BORDEREAU DES COMPTES PAYABLES DU MOIS DE NOVEMBRE 2020

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean
APPUYÉ DE : Monsieur Sylvain Lavallée
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement des comptes payables du mois de novembre 2020 au montant de 77 729,26 \$.

ADOPTÉE

2020-12-013

9.3 - RÉOLUTION GLOBALE POUR DONS ET REPRÉSENTATIONS AUPRÈS D'ORGANISMES

ATTENDU Que le Conseil municipal prévoit dans son budget une aide financière à verser à différents organismes;

ATTENDU Que plusieurs versements auprès de mêmes organismes sont réguliers à chaque année;

ATTENDU Que plusieurs demandes ont été faites au cours de l'année 2020;

ATTENDU Qu'une liste à jour des demandes est présentée au Conseil;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée
APPUYÉ DE : Madame Diane Demers
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le versement de dons selon la liste établie pour l'année 2021, et ce, après réception de la demande d'aide financière de l'organisme pour lequel un montant a été pré autorisé.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-014

9.4 - ADOPTION DE LA QUOTE-PART 2021 - MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

ATTENDU Que la Municipalité doit verser une quote-part annuelle à la MRC de la Vallée-du-Richelieu;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean
APPUYÉ DE : Monsieur Sylvain Lavallée
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser, selon le tableau ci-après, le paiement de la quote-part 2021 de la MRC de la Vallée-du-Richelieu pour un montant total de 733 422 \$ dont 470 612,00 \$ est payable en 4 versements égaux (15 janvier 2021, 15 avril 2021, 15 juillet 2021 et 15 octobre 2021) :

Code budgétaire	Montant	Versement
02-130-00-951	71 180,00 \$	Total de 470 612,00 \$ payable en 4 versements égaux
02-690-01-951	2 993,00 \$	
02-451-10-446	184 931,00 \$	
02-450-02-446	82 867,00 \$	
02-451-20-446	120 364,00 \$	
02-490-13-446	8 276,00 \$	
02-150-04-417	262 810,00 \$	Sur facturation, selon coût réel
Total :	733 422,00 \$	

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-015

9.5 - ADOPTION DU BUDGET ET DE LA QUOTE-PART 2021 - RÉGIE DE L'AIBR

ATTENDU Que le Conseil d'Administration de la Régie d'Aqueduc intermunicipale du Bas-Richelieu (AIBR) a adopté son budget pour l'exercice financier 2021;

ATTENDU Qu'une copie de ce budget a été transmise à la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil;

ATTENDU Que ce budget doit être soumis pour approbation à chacune des organisations municipales membres de la Régie de l'AIBR;

ATTENDU Que la Municipalité doit verser une quote-part annuelle à la Régie de l'AIBR;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée

APPUYÉ DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que ce Conseil approuve le budget 2021 de la Régie de l'AIBR tel que présenté.

D'autoriser le paiement de la quote-part 2021 de la Régie de l'AIBR, pour un montant total de 363 975,00 \$ payable sur facturation. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-413-01-951.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-016

9.6 - SOUTIEN FINANCIER - MAISON VICTOR-GADBOIS

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Diane Demers

APPUYÉE DE : Monsieur Sylvain Lavallée

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser une aide financière sous forme de don au profit de la Maison Victor-Gadbois au montant de 300,00 \$. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-190-00-991.

ADOPTÉE

2020-12-017

9.7 - PARTAGE FINAL DES IMMOBILISATION TRANSFÉRÉES LORS DE LA CONSTITUTION DE LA RÉGIE - RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

ATTENDU la résolution No. 19.248 ;

ATTENDU Que les revenus associés au transfert du camion incendie partagé avec le Service incendie de McMasterville ont été comptabilisés en 2019 ;

ATTENDU Que les sommes reliées au transfert de ce camion à la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu, au montant de 100 848,50 \$, ont été payées en 2020;

ATTENDU Que les surplus de 2019 ont été supérieur de ce montant;

ATTENDU Qu'il y aurait lieu de régulariser la provenance de fonds pour le paiement du camion ;

ATTENDU Qu'il y a lieu d'abroger la résolution No. 19.248;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée
APPUYÉ DE : Monsieur Réal Jean
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser l'appropriation des sommes payées reliées au transfert du camion à la Régie intermunicipale de sécurité incendie au montant de 100 858,50 \$.

Que le financement soit affecté au surplus 2020.

Que la dépenses est applicable au poste budgétaire 02-220-00-442 plutôt qu'aux immobilisations abrogeant ainsi la résolution No. 19.248.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-018

9.8 - PG SOLUTIONS - ACHAT DU PORTAIL CITOYEN VOILÀ

ATTENDU Que la Municipalité, dans le cadre de son plan stratégique, a exprimé le souhait de se doter d'un portail citoyens pour bonifier son service aux citoyens dans un contexte de ville intelligente ;

ATTENDU Que Voilà est un outil de communication complémentaire au site Web et à la page Facebook qui permet à la Municipalité d'informer plus de citoyens, notamment en cas de mesure d'urgence ;

ATTENDU Que les citoyens sont invités à s'abonner à ce portail sur une base volontaire et qu'ils peuvent y accéder par le biais d'un site Web ou d'une application mobile afin de bénéficier des services offerts par les modules suivants :

- Actualités municipales catégorisés et publiées selon leurs intérêts ;
- Calendrier d'activités catégorisés et publiées selon leurs intérêts ;
- Sondages aux citoyens ;
- Comptes de taxes en ligne ;
- Demandes de permis en ligne ;
- Demandes de requêtes et dépôts de plaintes en ligne.

ATTENDU Que ce portail permet aux citoyens de suivre l'avancement de leurs demandes en ligne en temps réel, de récupérer et payer certains permis à distance ;

ATTENDU Que ce portail est complémentaire aux logiciels utilisés à l'interne et qu'il permet de faciliter la gestion des données et le suivi des demandes ;

ATTENDU Qu'en cette ère numérique et plus particulièrement en période de pandémie, cette plateforme rejoint de nombreux citoyens qui désirent obtenir des services, en dehors des heures d'ouvertures des bureaux municipaux et à distance ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Simon Chalifoux
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser l'achat du portail citoyen Voilà auprès de PG Solutions incluant les modules mobile, opinion citoyenne, comptes de taxes en ligne, permis en ligne et demandes en ligne au coût de 9 333,00 \$, excluant les taxes, l'entretien et soutien annuel, au coût de 1 440,00 \$, excluant les taxes. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-110-00-341.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

10 - SÉCURITÉ PUBLIQUE

2020-12-019

10.1 - PROJET DE LOI 67 - GESTION DES ZONES INONDABLES

ATTENDU Que le gouvernement du Québec a entrepris de moderniser le cadre de gestion des zones inondables;

ATTENDU Que les lots 5 131 351, 5 131 367, 5131 365, 5 131 366 situés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil ont été identifiés comme étant situés en zone inondable (faible courant);

ATTENDU Que le projet de loi 67 inclut un volet portant sur les inondations et qu'il est actuellement à l'étude à la commission parlementaire de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale;

ATTENDU Que lors des consultations particulières tenues par la commission parlementaire, le monde municipal a unanimement souligné l'importance que le projet de loi permette la mise en place d'une approche complète de gestion par le risque n'ayant pas comme seul objectif la limitation du nombre de personnes et de biens en zone inondable (article 93);

ATTENDU Que la commission parlementaire réalise dans les prochains jours l'étude article par article du projet de loi 67;

ATTENDU Qu'une analyse préliminaire démontre que sur le territoire métropolitain, la valeur foncière des propriétés situées en zone inondable dépasse le 2 milliards de dollars;

ATTENDU Que le territoire de notre municipalité situé en zone inondable est déjà majoritairement bâti, qu'une bonne partie des personnes et des biens demeureront en zone inondable et que l'enjeu principal est la diminution de leur vulnérabilité et la gestion des droits acquis;

ATTENDU Que le gouvernement du Québec travaille à l'élaboration d'un futur règlement provincial portant sur la gestion des risques en zone inondable et que ce processus est en cours;

ATTENDU Qu'un comité consultatif, dont fait partie l'UMQ, la FQM, la ville de Gatineau, la Communauté métropolitaine de Québec et la Communauté métropolitaine de Montréal, a été mis sur pied afin d'accompagner le gouvernement du Québec en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement provincial portant sur la gestion des risques en zone inondable;

ATTENDU Que l'adoption d'un nouveau cadre de gestion des zones inondables aura des impacts importants pour notre municipalité.

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De demander que l'article 93 du projet de loi 67 soit modifié en remplaçant « pour limiter le nombre de personnes et de biens en zone inondable » par « diminuer la vulnérabilité des personnes et des biens en zone inondable », afin de s'assurer d'une juste prise en compte des réalités propres aux différentes réalités des territoires situés en zone inondable.

De demander que le gouvernement du Québec consulte la Communauté métropolitaine de Montréal et les municipalités de la région métropolitaine de Montréal, en amont du dépôt d'un projet de règlement, afin de communiquer les enjeux en zone inondable les concernant et de contribuer à la réalisation d'une analyse d'impact réglementaire en vue de faciliter l'acceptation et l'application du futur règlement.

Qu'une copie de la présente résolution soit envoyée à monsieur Marc Tanguay, président de la Commission de l'aménagement du territoire, madame Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, monsieur Benoit Charrette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, monsieur Jonatan Julien, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, madame Chantal Rouleau, ministre déléguée aux Transports et ministre responsable de la région de Montréal et de la Métropole ainsi qu'à la Communauté métropolitaine de Montréal.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

11 - TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS

2020-12-020

11.1 - CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUES AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES

ATTENDU Que l'article 14.7.1 du *Code municipal du Québec* prévoit qu'une municipalité peut conclure avec la Fédération québécoise des municipalités (ci-après « FQM ») une entente ayant pour but l'achat de matériel ou de matériaux, l'exécution de travaux ou l'octroi d'un contrat d'assurance ou de fourniture de services par la FQM au nom de la Municipalité;

ATTENDU Que la FQM a lancé un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat de fourniture de luminaires de rues au DEL incluant l'installation et les services écoénergétiques et de conception (ci-après l'« Appel d'offres ») au bénéfice des municipalités qui désiraient participer à l'achat regroupé en découlant;

ATTENDU Qu'Énergère Inc. a déposé la soumission ayant obtenu le pointage le plus élevé et s'est vue adjuger un contrat conforme aux termes et conditions de l'Appel d'offres de la FQM;

ATTENDU Que la Municipalité a adhéré au programme d'achat regroupé découlant de l'Appel d'offres puisqu'elle a conclu une entente à cette fin avec la FQM en date du 22 novembre 2019 (ci-après l'« Entente »);

ATTENDU Que la Municipalité a reçu d'Énergère Inc., conformément aux termes de l'Appel d'offres, une étude d'opportunité qui a été raffinée et confirmée par une étude de faisabilité datée du 29 septembre 2020 décrivant les travaux de conversion des luminaires de rues au DEL ainsi que leurs coûts n'excédant pas les prix proposés à la soumission déposée par Énergère Inc. tout en établissant la période de récupération de l'investissement (l'« Étude de faisabilité »);

ATTENDU Que l'Étude de faisabilité fait également mention de mesures « hors bordereau » s'ajoutant au prix unitaire maximum soumis par Énergère Inc. dans le cadre de l'Appel d'offres;

ATTENDU Que les frais découlant des mesures « hors bordereau » doivent être engagés pour des prestations ou biens supplémentaires devant être fournis pour assurer l'efficacité des travaux de conversion et sont afférentes à des conditions propres à la Municipalité;

ATTENDU Que l'ensemble de ces mesures « hors bordereau » constituent des accessoires aux prestations devant être rendues par Énergère Inc. dans le cadre de l'Appel d'offres et n'en changent pas la nature et doivent, par conséquent, être considérées comme une modification au contrat en vertu de l'article 6.09 de l'Appel d'offres et de l'article 938.0.4 du *Code municipal du Québec*;

ATTENDU Que la Municipalité est satisfaite des conclusions de l'Étude de faisabilité et accepte d'octroyer et de payer à Énergère Inc. les mesures « hors bordereau » prévues ci-après en tant que modification au contrat;

ATTENDU Que la Municipalité désire effectuer les travaux de conversion de luminaires de rues au DEL et ainsi contracter avec Énergère Inc. à cette fin, tel que le prévoit l'Entente;

ATTENDU Que la Municipalité autorise la réalisation des travaux de conversion de luminaires de rues au DEL visés par l'Étude de faisabilité;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le Conseil autorise la réalisation des travaux de construction découlant de l'Étude de faisabilité.

Que le Conseil est autorisé à octroyer un contrat à Énergère Inc. afin que soient réalisés les travaux de conversion de luminaires de rues au DEL et les services connexes prévus à l'Appel d'offres et à l'Étude de faisabilité reçue par la Municipalité.

Que le Conseil approuve la réalisation et le paiement des prestations supplémentaires ci-après énoncées et devant être traitées à titre de mesure « hors bordereau » :

- Fourniture et installation de 5 nœuds pour DEL existants conservés, au montant de 1 382,80 \$;
- Remplacement de 20 fusibles (excluant les porte-fusibles), au montant de 398,40 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de fusibles remplacés;
- Remplacement de 13 porte-fusibles simples (incluant les fusibles), au montant de 604,24 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de porte-fusibles simples remplacés;
- Remplacement de 20 porte-fusibles doubles (incluant les fusibles), au montant de 1 494,00 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de porte-fusibles doubles remplacés;
- 22 câblages (poteaux en bois) munis seulement, au montant de 1 533,84 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de câblages remplacés;
- 1 câblage (poteau de métal ou béton), au montant de 79,68 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de câblages remplacés;
- 1 mise à la terre – poteau béton ou métallique (MALT), au montant de 116,19 \$, étant entendu que ces données sont estimées et que la Municipalité établira le montant payable en fonction du nombre réel de mises à la terre installées ou remplacées;
- Signalisation (véhicule escorte + 2 signaleurs), au montant de 2 523,04 \$;
- Fourniture et installation de 203 plaquettes d'identification, au montant de 2 527,35 \$.

Que madame Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière, soit autorisée à signer, pour le compte de la Municipalité, un contrat avec Énergère Inc. en utilisant le modèle prévu à l'Annexe 4 de l'Appel d'offres, sous réserve d'adaptations, et tout addenda concernant la réalisation des mesures « hors bordereau » prévues à la présente résolution et qu'il soit autorisé à accomplir toute formalité découlant de l'Appel d'offres ou de ce contrat, tel que modifié par addenda, le cas échéant

Que le Conseil est autorisé à déboursier une somme de 10 659,54 \$, excluant les taxes, découlant du contrat, tel que modifié, conclu avec Énergère Inc.;

La dépense est applicable aux immobilisations et sera acquittée sur facturation.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-021

11.2 - DÉCOMPTE PROGRESSIF NO. 7 - EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION - TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA RUE DE L'AÉROPORT

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Réal Jean

APPUYÉ DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser, suivant l'acceptation des travaux et selon le tableau des coûts déposés par Consumaj experts conseils, daté du 15 octobre 2020 et vérifié par le M. Pierre Tremblay ing., pour les travaux de réfection de la rue de l'Aéroport, exécutés par Eurovia Québec Construction, le paiement de la retenue de garantie au montant de 27 594 \$ incluant les taxes. La dépense est applicable au règlement d'emprunt No. 17.05.

ADOPTÉE

2020-12-022

11.3 - AUTORISATION CORPORATION D'AÉROPORT SMB - CHANGEMENT DU NOM DE L'AÉROPORT SAINT-MATHIEU-DE-BELOEIL

ATTENDU la résolution No. 2020-07-017 demandant à la Commission de la toponymie du Québec de changer le nom de la rue de l'Aéroport pour celui de la « rue Gilles-Beaudet »;

ATTENDU Que Conseil municipal et la Corporation d'Aéroport SMB, après discussion, souhaitent plutôt changer le nom de l'Aéroport Saint-Mathieu-de-Beloil et conserver le nom de la rue de l'Aéroport;

ATTENDU Que le nom proposé est « Aéroport Gilles-Beaudet » en l'honneur de feu Gilles Beaudet, maire de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil de 1997 à 2005, ayant joué un rôle important dans le maintien de l'ouverture et la réfection de l'aéroport de Saint-Mathieu-de-Beloil en lui redonnant ses lettres de noblesse et l'importance qu'il a gardée depuis;

ATTENDU Que la Municipalité est propriétaire de l'Aéroport Saint-Mathieu-de-Beloil ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Simon Chalifoux

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'abroger la résolution No. 2020-07-017 concernant la demande de changement du nom de la rue de l'Aéroport et d'annuler la demande adressée à la Commission de la toponymie du Québec à cet effet.

D'autoriser la Corporation d'Aéroport SMB à effectuer les démarches auprès de instances appropriées en vue de changer le nom de l'Aéroport Saint-Mathieu-de-Beloil pour celui de « Aéroport Gilles-Beaudet » en hommage à feu Gilles-Beaudet, maire de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil de 1997 à 2005.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

12 - HYGIÈNE

2020-12-023

12.1 - RENOUELEMENT DE CONTRAT – GROUPE ENVIRONNEX (LABORATOIRE D'ANALYSES S.M.)

ATTENDU Que la Municipalité doit renouveler le contrat d'analyse des eaux usées;

ATTENDU Que Groupe Environnex a présenté une offre de services pour l'année 2021;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée

APPUYÉ DE : Madame Diane Demers

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De renouveler le contrat pour une période d'un (1) an se terminant le 31 décembre 2021 au montant de 3 390,50 \$, excluant les taxes. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-414-02-529.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

13 - PERMIS ET INSPECTION

2020-12-024

13.1 - CALENDRIER 2021 DES RÉUNIONS DU CCU

ATTENDU Que l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le Conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier des réunions régulières du Comité Consultatif d'Urbanisme (CCU) pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sylvain Lavallée

APPUYÉ DE : Monsieur Réal Jean

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

13 janvier	14 juillet
10 février	18 août
17 mars	15 septembre
14 avril	13 octobre
19 mai	17 novembre
16 juin	15 décembre

Qu'un avis public du présent calendrier soit publié par la directrice générale et secrétaire-trésorière conformément à la loi qui régit la municipalité et que les dates de tombée dudit calendrier soient respectées par ceux qui ont des demandes à faire parvenir à la Municipalité et que le personnel en soit avisé.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2020-12-025

13.2 - DEMANDE DE MODIFICATION AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT DE LA MRCVR - NORMES APPLICABLES AUX PANNEAUX-RÉCLAME

ATTENDU Que le schéma d'aménagement révisé est entré en vigueur le 2 février 2007;

ATTENDU Que le schéma prohibe l'installation de réclame publicitaire à titre d'usage principal;

ATTENDU Que le projet de règlement No. 32-20-33 amendant le règlement No. 32-06 relatif au schéma d'aménagement de la MRCVR vise notamment à permettre, à certaines conditions, l'implantation de panneaux-réclame le long des autoroutes et à encadrer leur installation;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil souhaite permettre l'implantation d'un panneau-réclame en bordure de l'autoroute Jean-Lesage (A-20), en direction ouest, précisément sur les lots 5 133 042, 5 133 043 et 5 133 096 (aire d'affectation AGR-2 au schéma, zone A-27), et tel qu'identifié sur le plan joint à l'étude d'impact sur l'environnement qui sera transmis lorsque complétée;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil ne souhaite pas qu'il soit permis d'implanter des panneaux-réclame sur des terrains dont elle n'est pas propriétaire afin de mieux contrôler cet usage;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil a entrepris des discussions avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) afin d'acquérir les emprises le long de l'autoroute 20 situées sur son territoire, notamment le chemin de l'Industrie;

ATTENDU Que la MRCVR s'est engagée à aider la Municipalité dans ses démarches auprès du MTQ pour acquérir ses emprises autoroutières;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil n'est pas propriétaire de lots dans les secteurs d'implantation autorisant l'implantation de panneaux-réclame, tel qu'ils sont qu'identifiés à l'article 4 du projet de règlement No. 32-20-33 de la MRCVR;

ATTENDU Que le site retenu par la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil en vue de l'installation d'un panneau-réclame, n'est pas localisé à l'intérieur de l'un des secteurs d'implantation autorisés;

ATTENDU Que l'implantation d'un panneau-réclame dans le secteur souhaité s'accompagnerait de mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement, notamment par la renaturalisation de cet espace qui est actuellement vacant;

ATTENDU Que la Municipalité a mandaté la firme Exp pour la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement qui sera transmise à la MRCVR lorsque complétée;

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil souhaite que la MRC de La Vallée-du-Richelieu revoie les dispositions applicables relativement aux panneaux-réclame en bordure de l'autoroute Jean-Lesage (A-20);

ATTENDU Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil devra procéder à une modification de ses règlements d'urbanisme afin d'encadrer cet usage;

ATTENDU Que la Municipalité, pour aller de l'avant avec ce projet, se doit de respecter certains délais;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De demander à la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu (MRVCR) d'apporter des modifications aux normes applicables relativement aux panneaux-réclame dans son schéma d'aménagement révisé, et ce, afin de permettre l'implantation d'un seul panneau-réclame sur le territoire de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, plus précisément sur les lots 5 133 042, 5 133 043 et 5 133 096 et tel qu'identifié sur le plan joint à l'étude d'impact sur l'environnement qui sera transmis lorsque complétée.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

14 - LOISIRS ET CULTURE

15 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Conformément aux dispositions de la Loi et de l'arrêté ministériel 2020-049, les citoyens étaient invités à adresser leurs questions par écrit aux membres du Conseil municipal.

2020-12-026

16 - CLÔTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Réal Jean
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la présente séance soit et est close à 20 h 48.

ADOPTÉE

Normand Teasdale, maire

Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Je, soussignée, Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière, certifie par les présentes, qu'il y a des crédits suffisants pour les dépenses décrétées lors de la séance tenue ce 14 décembre 2020.

Lyne Rivard, directrice générale et secrétaire-trésorière

Je soussigné, Normand Teasdale, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Normand Teasdale, maire